



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

montant

Question écrite n° 1824

Texte de la question

M. François Rochebloine attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur le problème de la revalorisation des allocations familiales. Un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 28 mars 1997, a enjoint le Gouvernement à procéder de manière rétroactive à la revalorisation des prestations familiales de 0,5 % et à rembourser aux familles l'arriéré courant depuis 1995. Tout récemment, un arrêt du 13 juin est venu prononcer une astreinte de 1 000 francs par jour contre l'Etat, afin d'assurer l'exécution de la précédente décision. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement entend prendre les mesures qui s'imposent pour que justice soit effectivement rendue aux familles dans les meilleurs délais.

Texte de la réponse

Le Conseil d'Etat a condamné l'Etat dans le cadre d'un contentieux relatif à la base mensuelle de calcul des prestations familiales (BMAF), concernant l'année 1995. Selon la loi du 25 juillet 1994, relative à la famille votée durant la précédente législature, la BMAF devrait être revalorisée en 1995 conformément à l'évolution des prix à la consommation hors tabac, ce qui représentait une augmentation de 1,7 %. Or, le Gouvernement précédent n'avait revalorisé la BMAF au 1er janvier 1995 que de 1,2 %. Compte tenu de la complexité de ce dossier et de la difficulté technique liée au fait que les caisses d'allocations familiales ne conservent les fichiers d'allocataires que deux ans, la ministre de l'emploi et de la solidarité a demandé aux services compétents de procéder à un examen particulièrement attentif de ce dossier. Le Gouvernement a l'intention de répondre dans les meilleurs délais à l'attente des familles.

Données clés

Auteur : [M. François Rochebloine](#)

Circonscription : Loire (3^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1824

Rubrique : Prestations familiales

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 août 1997, page 2516

Réponse publiée le : 15 septembre 1997, page 2977